

Le sud de l'Aveyron saturé par les énergies renouvelables

Un article de Rémi Barroux - Journal Le Monde du 29 mars 2019

Du haut de la tour du village de Saint-Victor-et-Melviu, à quelques kilomètres de Millau, dans l'Aveyron, en balayant du regard les paysages de plateaux et de collines où s'entremêlent prairies et bois, « *on peut apercevoir, proches ou lointaines, près d'une centaine d'éoliennes* ». C'est ce qu'affirme Jean Capel, le maire de cette commune d'à peine 400 habitants. Depuis qu'il a été élu en 2014, il s'oppose à la construction d'un « super transformateur » destiné à permettre le raccordement des nombreux projets d'énergie renouvelable, en plein développement en Occitanie, qui s'est fixé l'objectif d'être la première région à énergie positive d'Europe à horizon 2050. « *Nous avons déjà un transformateur qui permet l'interconnexion entre les lignes à haute tension [63 000 volts] et celle à très haute tension de 225 000 volts, et la puissance de ce transfo a déjà été multipliée par trois ou quatre en 2017* », s'insurge M. Capel, qui s'inquiète des risques pour ses concitoyens.

Mais la présence de dizaines de pylônes et des lignes s'entrecroisant dans le ciel aveyronnais et sur ces terres du Parc naturel régional des Grands Causses n'empêche pas le projet d'un nouveau super transformateur, qui doit être construit à quelques kilomètres du petit village. « *Nous voulons accompagner la transition énergétique, à l'œuvre dans les départements de l'Aveyron, du Tarn et de l'Hérault, et permettre à ces départements d'être mieux fournis en électricité* », assure Thibaud Chatry, chargé de ce dossier chez l'opérateur du réseau de transport d'électricité (RTE). Selon lui, le réseau actuel est saturé et l'arrivée de nouveaux producteurs d'électricité nécessite la construction d'un échangeur permettant de se connecter à la ligne THT de 400 000 volts qui passe par là.

« Green Business »

Les opposants, dont certains ont érigé plusieurs cabanes sur le plateau, lieu surnommé « la libre commune de l'Amassada », et quelques barricades destinées à empêcher une expulsion qu'ils craignent imminente, dénoncent ce projet. « *Notre problématique n'est pas tant les cinq hectares voués au futur transfo, ce sont toutes ces terres qui vont être sacrifiées pour les éoliennes, les parcs photovoltaïques, pour cette transition qui se fait au nom du "Green Business"* », affirme Nelly Didyk, l'une des occupantes, spécialisée en gestion durable des territoires ruraux.

Le 9 mars, les opposants, rejoints à chaque rumeur d'expulsion par des dizaines de sympathisants, ont voulu organiser à Millau le « *carnaval de la farce de la transition énergétique* ». Las, ils ont été interdits de manifester par des dizaines de gendarmes mobiles. Ils ont aussi déposé des recours contre la déclaration d'utilité publique (DUP). Engagé contre le projet de méga centrale solaire sur le causse à Le Cros, l'eurodéputé José Bové accueille néanmoins favorablement la perspective du transformateur. « *On est déjà à saturation avec une centaine d'éoliennes, Il faut assurer l'interconnexion nécessaire au développement des énergies renouvelables. Quant aux 1000 éoliennes qui menaceraient d'être érigées ici, c'est une "fake news" On n'aura pas d'extension au-delà du nombre déterminé par le parc des Grandes Causses* », dit-il.

RTE se dit prêt à commencer les travaux. « Les 4,8 hectares nécessaires au projet sont notre propriété, toutes les procédures sont en règle, avec la DUP signée par Nicolas Hulot [alors ministre de la transition écologique et solidaire] le 21 juin 2018, le permis de construire [signé le 23 janvier] et les entreprises ont été choisies. C'est à la préfecture et aux services de l'Etat de nous donner le feu vert », fait valoir au Monde Thibaud Chatry.